

CAD00424 - 23 - CP 20/11 - BUDGET PARTICIPATIF POLE SOLIDARITE

Commission permanente

Date du vote : 20-11-2023

Liste des dossiers inscrits dans la commission pour Vote

Objet :

Dossiers de l'édition

BHD00298	23 - I - APF POLE ENFANCE ZUCMAN - BUDGET PARTICIPATIF
BHD00300	23 - I - ASSOCIATION LA PASSERELLE - BUDGET PARTICIPATIF
BHD00301	23 - I - ASSOCIATION L'ATELIER - BUDGET PARTICIPATIF
BHD00302	23 - I - ASSOCIATION A VELO SANS AGE - BUDGET PARTICIPATIF
BHD00303	23 - I - ASSOCIATION LE TEMPS DU PLAISIR
BHD00304	23 - I - L'ASS. LES AMIS DE LA RESIDENCE BEL AIR

Nombre de dossiers 6





Observation :

BUDGET PARTICIPATIF 2023 - Investissement

IMPUTATION : 2023 PARTI001 5 204 01 20421 0 P22

PROJET : Vie associative - Divers

Nature de la subvention :

 A VELO SANS AGE - ANTENNE REDON 2023 Chez Mme SAUVETRE 42 rue de la chataigneraie 35600 REDON ASO00801 - D35139633 - BHD00302									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Redon	<u>Mandataire</u> - A velo sans age - antenne redon	acquisition d'un vélo triporteur électrique			€	FORFAITAIRE	13 600,00 €	13 600,00 €	
 APF FRANCE HANDICAP - POLE ENFANCE ELISABETH ZUCMAN 2023 18 avenue de cornouailles 35131 CHARTRES-DE-BRETAGNE ASO00796 - - BHD00298									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Chartres de bretagne	<u>Mandataire</u> - Apf france handicap - pole enfance elisabeth zucman	achat de trois vélos adaptés au handicap - électriques			€	FORFAITAIRE	30 000,00 €	30 000,00 €	
 L'ATELIER 2023 ZAC Des Prés Bosgers - Centre hospitalier 35260 CANCALE ASO00797 - D35139659 - BHD00301									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Cancale	<u>Mandataire</u> - L'atelier	aquisition d'un véhicule pour le transport des personnes à mobilité réduite (TPMR)			€	FORFAITAIRE	37 750,00 €	37 750,00 €	
 LE TEMPS DU PLAISIR 2023 20 rue du Perray EHPAD Les jardins du Perray 35580 GOVEN ASO00799 - D3561788 - BHD00303									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Goven	<u>Mandataire</u> - Le temps du plaisir	acquisition de 4 vélos triporteurs électriques			€	FORFAITAIRE	46 020,00 €	46 020,00 €	



LES AMIS DE LA RESIDENCE BEL AIR

2023

69 rue de Guer 35330 VAL D'ANAST

ASO00800 - D35139660 - BHD00304

Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Val d'anast (maure de bretagne jusqu'au 31/12/2016)	<u>Mandataire</u> - Les amis de la residence bel air	création d'un parcours motricité extérieur			€	FORFAITAIRE	11 000,00 €	11 000,00 €	

Total pour l'imputation : 2023 PARTI001 5 204 01 20421 0 P22

		138 370,00 €	138 370,00 €	
--	--	--------------	--------------	--

IMPUTATION : 2023 PARTI001 8 204 01 20421 0 P632A1

PROJET : Vie associative - Divers

Nature de la subvention :



ASSOCIATION LA PASSERELLE

2023

Pierre SEMARD 35120 DOL DE BRETAGNE

ASO00783 - D35137671 - BHD00300

Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Cc du pays de dol et de la baie du mont saint michel	<u>Mandataire</u> - Association la passerelle	Achat de matériel informatique			€	FORFAITAIRE	5 000,00 €	5 000,00 €	

Total pour l'imputation : 2023 PARTI001 8 204 01 20421 0 P632A1

		5 000,00 €	5 000,00 €	
--	--	------------	------------	--

Total général :

		143 370,00 €	143 370,00 €	
--	--	--------------	--------------	--

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association « la Passerelle » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;
- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 20/11/2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association « la Passerelle », domiciliée 14, rue Pierre Semard, 35120 Dol de Bretagne), SIRET n°853 059 673 00014, et déclarée en préfecture le 18 Juillet 2019.

Représentée par Madame Catherine CORBIN, ayant la qualité de Présidente, dûment habilitée par une décision du Conseil d'administration en date du 16/03/2023,

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 5 000 € à l'Association pour la réalisation du projet « des Clics en Baie ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2: Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 5 000€.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

Cette aide est imputée au chapitre 204 (fonction 01) du budget afférent à l'exercice de l'année 2023.

ARTICLE 3: Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

La subvention sera versée en intégralité après le vote en Commission permanente et la signature de la présente convention par les parties.

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire :**

Domiciliation : CCM DOL BRETAG
IBAN : FR76 1558 9351 3907 4317 1204 068
Code BIC : CMBRFR2BXXX

ARTICLE 4: Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5: Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des engagements

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association sur le projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit. Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le

Pour l'Association « la Passerelle »,
La Présidente
Catherine CORBIN

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine,
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association Le temps du plaisir ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 20/11/2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association Le temps du plaisir, domiciliée 20 rue du Perray 35580 GOVEN, SIRET n° 918 879 537 00010, et déclarée en préfecture le 20/05/2022

Représentée par Madame Marie-Christine FONTAINE-PEPIN, ayant la qualité de Présidente, dûment habilité(e) par les statuts, en date du 20/05/2022,

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 46 020 € à l'Association pour la réalisation du projet « Ballades en vélo triporteur électrique des résidents des 4 EHPAD du Canton de Guichen ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 46 020 €.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

Cette aide est imputée au chapitre 204 - article 20421 (fonction 01) du budget afférent à l'exercice année 2023.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80 % du montant de la subvention soit 36 816 €, après signature de la présente convention,
- le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation : CR ILLE ET VILAINE GOVEN
IBAN : FR76 1360 6001 2146 3355 0691 067
Code BIC : AGRIFRPP836

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif bretonnais, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des engagements

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association sur le projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit. Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le xx xx xxxx,

Pour l'Association Le temps du plaisir
La Présidente,
Marie-Christine FONTAINE-PEPIN

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association Les Amis de la Résidence Bel Air ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 20/11/2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association Les Amis de la Résidence Bel Air, domiciliée 69 rue De Guer 35330 VAL D'ANAST, SIRET n° 791 854 128 00018 , et déclarée en préfecture le 22/03/2021

Représentée par Madame Blandine GESLIN, ayant la qualité de Présidente

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 11 000 € à l'Association pour la réalisation du projet « Création d'un parcours motricité extérieur pour les résidents de l'EHPAD Bel Air ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 11 000 €.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

Cette aide est imputée au chapitre 204 - article 20421 (fonction 01) du budget afférent à l'exercice année 2023.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80 % du montant de la subvention soit 8 800 €, après signature de la présente convention,
- le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation : Crédit Agricole d'Ille et Vilaine St Jacques de la lande
IBAN : FR76 1360 6000 2135 8787 8900 083
Code BIC : AGRIFRPP836

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;

- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des engagements

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association sur le projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit. Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le xx xx xxxx,

Pour l'Association
Les Amis de la résidence Bel Air
La Présidente,
Blandine GESLIN

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association L'atelier;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 20/11/2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association L'atelier, domiciliée ZAC des Prés Bosgers Centre hospitalier 35260 CANCALE, SIRET n°497 888 131 00024....., et déclarée en préfecture le 30/04/2015.....

Représentée par Madame Rogelyne DAVY, ayant la qualité de Présidente, dûment habilité(e) par les statuts en date du 30/01/2015,

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 37 750 € à l'Association pour la réalisation du projet «Faciliter les déplacements de nos aînés ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 37 750 €.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

Cette aide est imputée au chapitre 204 - article 20421 (fonction 01) du budget afférent à l'exercice année 2024.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80 % du montant de la subvention soit 30 200 €, après signature de la présente convention,
- le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation : C E BRET P DE LOIRE
IBAN : FR76 1444 5202 0008 7835 9381 302
Code BIC : CEPFRPP444

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des engagements

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association sur le projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit. Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le xx xx xxxx,

Pour l'Association L'atelier
La Présidente,
Rogelyne DAVIY

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BRETEILLIEN

Vu les statuts de l'association A VELO SANS AGE ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breteillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 20/11/2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association A VELO SANS AGE, domiciliée 37 avenue du Plan de l'Eglise 78960 VOISINS LE BRETONNEUX, SIRET n° 814 392 452 00599, et déclarée en préfecture le 30/05/2023
Représentée par Mme Sauvêtre, ayant la qualité de Responsable de l'antenne de Redon (35), dûment habilité(e) par délibération, en date du 01/06/2023.

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breteillien est un dispositif permettant aux Breteillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 13 600 € à l'Association pour la réalisation du projet « Du vent dans les cheveux ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 13 600 €.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

Cette aide est imputée au chapitre 204 - article 20421 (fonction 01) du budget afférent à l'exercice année 2023

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80 % du montant de la subvention soit 10 880 €, après signature de la présente convention,
- le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire :**

Domiciliation : CCM LYON SAXE PREFECTURE
IBAN : FR76 1027 8073 2900 0207 8130 165
Code BIC : CMCIFR2A

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des engagements

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association sur le projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention :
« projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit. Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le xx xx xxxx,

Pour l'Association
Le Président,
Prénom NOM

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BRETEILLIEN

Vu les statuts de l'association APF France Handicap ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breteillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 20/11/2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association APF France Handicap, domiciliée 17 boulevard Auguste Blanqui 75013 PARIS 13, SIRET n°775 688 732 09591....., et déclarée en préfecture le 26/04/1933.....

Représentée par Madame Derouette Catherine, ayant la qualité de directrice de l'EEAP Elisabeth Zucman 18 avenue de Cornouailles 35131 CHARTRES DE BRETAGNE, ayant délégation à assurer les charges administratives en lien avec sa fonction et à représenter l'établissement dans ces démarches.

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breteillien est un dispositif permettant aux Breteilliennes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 30 000 € à l'Association pour la réalisation du projet « Mobilité pour tous ! Pour que le handicap ne soit pas un frein ! ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 30 000 €.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

Cette aide est imputée au chapitre 204 - article 20421 (fonction 01) du budget afférent à l'exercice année 2023.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80 % du montant de la subvention soit 24 000 €, après signature de la présente convention,
- le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation : IDF INSTITUTIONS (02837)
IBAN : FR76 3000 4027 9000 0102 4205 648
Code BIC : BNPAFRPPXXX

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des engagements

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association sur le projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit. Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le xx xx xxxx,

Pour l'Association APF France Handicap.....
Directrice Pôle Enfance Elisabeth Zucman
Catherine DEROUETTE

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

Eléments financiers

Commission permanente
du 20/11/2023

N° 48861

Dépense(s)

Affectation d'AP/AE n°28568	APAE : 2023-PARTI001-8 BUDGET PARTICIPATIF CITOYEN		
Imputation	204-01-20421-0-P632A1 Biens mobiliers, matériel et études(I)		
Montant de l'APAE	5 000 €	Montant proposé ce jour	5 000 €
Affectation d'AP/AE n°28594	APAE : 2023-PARTI001-5 BUDGET PARTICIPATIF CITOYEN		
Imputation	204-01-20421-0-P22 Biens mobiliers, matériel et études(I)		
Montant de l'APAE	213 370 €	Montant proposé ce jour	138 370 €
TOTAL			143 370 €

CAD00424 - 23 - CP 20/11 - BUDGET PARTICIPATIF POLE SOLIDARITE

Commission permanente

Date du vote : 20-11-2023

Liste des dossiers inscrits dans la commission pour Vote

Objet :

Dossiers de l'édition

BHD00298	23 - I - APF POLE ENFANCE ZUCMAN - BUDGET PARTICIPATIF
BHD00300	23 - I - ASSOCIATION LA PASSERELLE - BUDGET PARTICIPATIF
BHD00301	23 - I - ASSOCIATION L'ATELIER - BUDGET PARTICIPATIF
BHD00302	23 - I - ASSOCIATION A VELO SANS AGE - BUDGET PARTICIPATIF
BHD00303	23 - I - ASSOCIATION LE TEMPS DU PLAISIR
BHD00304	23 - I - L'ASS. LES AMIS DE LA RESIDENCE BEL AIR

Nombre de dossiers 6





Observation :

BUDGET PARTICIPATIF 2023 - Investissement

IMPUTATION : 2023 PARTI001 5 204 01 20421 0 P22

PROJET : Vie associative - Divers

Nature de la subvention :

 A VELO SANS AGE - ANTENNE REDON 2023 Chez Mme SAUVETRE 42 rue de la chataigneraie 35600 REDON ASO00801 - D35139633 - BHD00302									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Redon	<u>Mandataire</u> - A velo sans age - antenne redon	acquisition d'un vélo triporteur électrique			€	FORFAITAIRE	13 600,00 €	13 600,00 €	
 APF FRANCE HANDICAP - POLE ENFANCE ELISABETH ZUCMAN 2023 18 avenue de cornouailles 35131 CHARTRES-DE-BRETAGNE ASO00796 - - BHD00298									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Chartres de bretagne	<u>Mandataire</u> - Apf france handicap - pole enfance elisabeth zucman	achat de trois vélos adaptés au handicap - électriques			€	FORFAITAIRE	30 000,00 €	30 000,00 €	
 L'ATELIER 2023 ZAC Des Prés Bosgers - Centre hospitalier 35260 CANCALE ASO00797 - D35139659 - BHD00301									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Cancale	<u>Mandataire</u> - L'atelier	aquisition d'un véhicule pour le transport des personnes à mobilité réduite (TPMR)			€	FORFAITAIRE	37 750,00 €	37 750,00 €	
 LE TEMPS DU PLAISIR 2023 20 rue du Perray EHPAD Les jardins du Perray 35580 GOVEN ASO00799 - D3561788 - BHD00303									
Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Goven	<u>Mandataire</u> - Le temps du plaisir	acquisition de 4 vélos triporteurs électriques			€	FORFAITAIRE	46 020,00 €	46 020,00 €	



LES AMIS DE LA RESIDENCE BEL AIR

2023

69 rue de Guer 35330 VAL D'ANAST

ASO00800 - D35139660 - BHD00304

Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Val d'anast (maure de bretagne jusqu'au 31/12/2016)	<u>Mandataire</u> - Les amis de la residence bel air	création d'un parcours motricité extérieur			€	FORFAITAIRE	11 000,00 €	11 000,00 €	

Total pour l'imputation : 2023 PARTI001 5 204 01 20421 0 P22

		138 370,00 €	138 370,00 €	
--	--	--------------	--------------	--

IMPUTATION : 2023 PARTI001 8 204 01 20421 0 P632A1

PROJET : Vie associative - Divers

Nature de la subvention :



ASSOCIATION LA PASSERELLE

2023

Pierre SEMARD 35120 DOL DE BRETAGNE

ASO00783 - D35137671 - BHD00300

Localisation - DGF 2023	Intervenants	Objet de la demande	Subventions 2022	Quantité	Coût du projet	Dép. retenues	Subv. sollicitée	Subv. prévue	Décision
Cc du pays de dol et de la baie du mont saint michel	<u>Mandataire</u> - Association la passerelle	Achat de matériel informatique			€	FORFAITAIRE	5 000,00 €	5 000,00 €	

Total pour l'imputation : 2023 PARTI001 8 204 01 20421 0 P632A1

		5 000,00 €	5 000,00 €	
--	--	------------	------------	--

Total général :

		143 370,00 €	143 370,00 €	
--	--	--------------	--------------	--

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association « la Passerelle » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;
- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 20/11/2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association « la Passerelle », domiciliée 14, rue Pierre Semard, 35120 Dol de Bretagne), SIRET n°853 059 673 00014, et déclarée en préfecture le 18 Juillet 2019.

Représentée par Madame Catherine CORBIN, ayant la qualité de Présidente, dûment habilitée par une décision du Conseil d'administration en date du 16/03/2023,

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 5 000 € à l'Association pour la réalisation du projet « des Clics en Baie ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2: Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 5 000€.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

Cette aide est imputée au chapitre 204 (fonction 01) du budget afférent à l'exercice de l'année 2023.

ARTICLE 3: Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

La subvention sera versée en intégralité après le vote en Commission permanente et la signature de la présente convention par les parties.

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire :**

Domiciliation : CCM DOL BRETAG
IBAN : FR76 1558 9351 3907 4317 1204 068
Code BIC : CMBRFR2BXXX

ARTICLE 4: Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5: Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des engagements

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association sur le projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit. Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le

Pour l'Association « la Passerelle »,
La Présidente
Catherine CORBIN

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine,
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association Le temps du plaisir ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 20/11/2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association Le temps du plaisir, domiciliée 20 rue du Perray 35580 GOVEN, SIRET n° 918 879 537 00010, et déclarée en préfecture le 20/05/2022

Représentée par Madame Marie-Christine FONTAINE-PEPIN, ayant la qualité de Présidente, dûment habilité(e) par les statuts, en date du 20/05/2022,

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 46 020 € à l'Association pour la réalisation du projet « Ballades en vélo triporteur électrique des résidents des 4 EHPAD du Canton de Guichen ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 46 020 €.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

Cette aide est imputée au chapitre 204 - article 20421 (fonction 01) du budget afférent à l'exercice année 2023.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80 % du montant de la subvention soit 36 816 €, après signature de la présente convention,
- le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation : CR ILLE ET VILAINE GOVEN
IBAN : FR76 1360 6001 2146 3355 0691 067
Code BIC : AGRIFRPP836

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif bretonnais, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des engagements

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association sur le projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit. Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le xx xx xxxx,

Pour l'Association Le temps du plaisir
La Présidente,
Marie-Christine FONTAINE-PEPIN

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association Les Amis de la Résidence Bel Air ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 20/11/2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association Les Amis de la Résidence Bel Air, domiciliée 69 rue De Guer 35330 VAL D'ANAST, SIRET n° 791 854 128 00018 , et déclarée en préfecture le 22/03/2021

Représentée par Madame Blandine GESLIN, ayant la qualité de Présidente

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 11 000 € à l'Association pour la réalisation du projet « Création d'un parcours motricité extérieur pour les résidents de l'EHPAD Bel Air ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 11 000 €.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

Cette aide est imputée au chapitre 204 - article 20421 (fonction 01) du budget afférent à l'exercice année 2023.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80 % du montant de la subvention soit 8 800 €, après signature de la présente convention,
- le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation : Crédit Agricole d'Ille et Vilaine St Jacques de la lande
IBAN : FR76 1360 6000 2135 8787 8900 083
Code BIC : AGRIFRPP836

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;

- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des engagements

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association sur le projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention :
« projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit. Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le xx xx xxxx,

Pour l'Association
Les Amis de la résidence Bel Air
La Présidente,
Blandine GESLIN

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association L'atelier;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 20/11/2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association L'atelier, domiciliée ZAC des Prés Bosgers Centre hospitalier 35260 CANCALE, SIRET n°497 888 131 00024....., et déclarée en préfecture le 30/04/2015.....

Représentée par Madame Rogelyne DAVY, ayant la qualité de Présidente, dûment habilité(e) par les statuts en date du 30/01/2015,

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 37 750 € à l'Association pour la réalisation du projet «Faciliter les déplacements de nos aînés ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 37 750 €.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

Cette aide est imputée au chapitre 204 - article 20421 (fonction 01) du budget afférent à l'exercice année 2024.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80 % du montant de la subvention soit 30 200 €, après signature de la présente convention,
- le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation : C E BRET P DE LOIRE
IBAN : FR76 1444 5202 0008 7835 9381 302
Code BIC : CEPFRPP444

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des engagements

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association sur le projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention : « projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit. Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le xx xx xxxx,

Pour l'Association L'atelier
La Présidente,
Rogelyne DAVIY

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BREILLIEN

Vu les statuts de l'association A VELO SANS AGE ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 20/11/2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association A VELO SANS AGE, domiciliée 37 avenue du Plan de l'Eglise 78960 VOISINS LE BRETONNEUX, SIRET n° 814 392 452 00599, et déclarée en préfecture le 30/05/2023
Représentée par Mme Sauvêtre, ayant la qualité de Responsable de l'antenne de Redon (35), dûment habilité(e) par délibération, en date du 01/06/2023.

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breillien est un dispositif permettant aux Breillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 13 600 € à l'Association pour la réalisation du projet « Du vent dans les cheveux ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 13 600 €.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

Cette aide est imputée au chapitre 204 - article 20421 (fonction 01) du budget afférent à l'exercice année 2023

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80 % du montant de la subvention soit 10 880 €, après signature de la présente convention,
- le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire :**

Domiciliation : CCM LYON SAXE PREFECTURE
IBAN : FR76 1027 8073 2900 0207 8130 165
Code BIC : CMCIFR2A

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des engagements

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association sur le projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention :
« projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit. Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le xx xx xxxx,

Pour l'Association
Le Président,
Prénom NOM

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

CONVENTION DE SUBVENTION

1^{ère} EDITION DU BUDGET PARTICIPATIF BRETEILLIEN

Vu les statuts de l'association APF France Handicap ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1611-4 qui prévoit que toute association qui a reçu une subvention (directe ou indirecte) peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée, de même que la transmission des comptes financiers certifiés des associations subventionnées aux collectivités territoriales et prohibe le reversement de subventions en cascade d'une association à une autre, sauf si cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'association ;

- son annexe 1 portant liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment ses article 9-1 et 10 ;

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu la délibération n°54 du Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine en date du 29 août 2022 approuvant le règlement de la première édition du budget participatif breteillien.

ENTRE

LE Département d'Ille-et-Vilaine,

Représenté par Monsieur Jean-Luc CHENUT, Président du Conseil départemental, dûment habilité par la décision de la Commission permanente en date du 20/11/2023.

Dénommé ci-après « le Département »,

ET

L'Association APF France Handicap, domiciliée 17 boulevard Auguste Blanqui 75013 PARIS 13, SIRET n°775 688 732 09591....., et déclarée en préfecture le 26/04/1933.....

Représentée par Madame Derouette Catherine, ayant la qualité de directrice de l'EEAP Elisabeth Zucman 18 avenue de Cornouailles 35131 CHARTES DE BRETAGNE, ayant délégation à assurer les charges administratives en lien avec sa fonction et à représenter l'établissement dans ces démarches.

Dénommée ci-après « l'Association »,

PRÉAMBULE

Le budget participatif breteillien est un dispositif permettant aux Breteillien.nes de voter pour l'affectation d'une partie du budget d'investissement du Département, sur la base d'idées citoyennes ou associatives, et de participer ainsi à la transformation de leur territoire.

Le Conseil départemental a alloué à ce premier budget participatif un budget d'investissement de 2 millions d'euros.

La phase de dépôt des idées s'est déroulée du 1^{er} décembre 2022 au 15 février 2023. Sur les 305 idées déposées, 131 ont été soumises au vote citoyen entre le 1^{er} et le 30 juin 2023.

Parmi elles, 60 sont retenues conformément aux modalités de désignation des projets lauréats définies dans le règlement du budget participatif à l'article 7.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour but de définir les modalités de versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 30 000 € à l'Association pour la réalisation du projet « Mobilité pour tous ! Pour que le handicap ne soit pas un frein ! ». Pour cela, les dépenses seront engagées par l'Association à son initiative et sous sa responsabilité.

ARTICLE 2 : Montant de la subvention

Le montant maximum de la subvention allouée par le Département à l'Association s'élève à 30 000 €.

Ce montant pourra être réajusté (diminué) en fonction des dépenses réelles, après justification des dépenses et avant versement du solde.

Cette aide est imputée au chapitre 204 - article 20421 (fonction 01) du budget afférent à l'exercice année 2023.

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée après demande de versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte représentant 80 % du montant de la subvention soit 24 000 €, après signature de la présente convention,
- le solde du montant de la subvention sur présentation des justificatifs de la mise en œuvre du projet (présentation d'un état récapitulatif des dépenses visé par le Président de l'association ou le trésorier)

La subvention sera créditée au compte bancaire courant ouvert au nom de l'Association, selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation d'**un Relevé d'Identité Bancaire** :

Domiciliation : IDF INSTITUTIONS (02837)
IBAN : FR76 3000 4027 9000 0102 4205 648
Code BIC : BNPAFRPPXXX

ARTICLE 4 : Engagements des parties

4.1 Engagements du Département :

Le Département s'engage à financer le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition de son budget participatif, dans la limite maximale du montant indiqué lorsque le projet a été soumis au vote citoyen.

4.2 Engagements de l'Association :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention et lauréat de la première édition du budget participatif breillien, en restant fidèle au descriptif et objectifs présentés aux citoyens lors du vote.

L'Association s'engage également à conserver les matériels financés par le Département dans le cadre de la présente convention et à les utiliser conformément aux objectifs dudit projet.

ARTICLE 5 : Reddition des comptes et contrôles financiers

L'Association s'engage à communiquer au Département, six mois après la date de clôture de son exercice comptable, et au plus tard le 30 juin de l'année n+1 par rapport à l'année au titre de laquelle la subvention est versée :

- le bilan et le compte de résultat ainsi que ses annexes certifiés par le/la Président(e) de l'Association ou le Commissaire aux comptes ;
- le rapport du Commissaire aux comptes (si l'Association a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un Commissaire aux comptes) ;
- le rapport d'activité de l'année écoulée ;
- le bilan financier des actions menées, en lien avec le projet subventionné, sur l'exercice écoulé.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment, sur simple demande du Département, de l'utilisation de la subvention reçue. A cet effet, elle tient sa comptabilité à disposition pour répondre de ses obligations.

L'Association s'engage également :

- à déclarer, sous un délai de trois mois, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire du département d'Ille-et-Vilaine ;
- à prévenir sans délai le Département de toute difficulté économique rencontrée au cours de sa gestion. Les parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre, en préservant la responsabilité du Département qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, voir sa responsabilité recherchée par l'Association en qualité d'organisme public subventionneur.

ARTICLE 6 : Contrôle du respect des engagements

L'Association prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que de financer la réalisation du projet précisé à l'article 1^{er} de la présente convention.

L'Association s'engage à faciliter le contrôle par le Département, à tout moment et éventuellement sur pièces et sur place, des conditions de réalisation de ce projet, notamment en lui donnant accès à tous documents administratifs et comptables à cette fin.

Le bilan de ce contrôle éventuel, qui porte également sur les conditions juridiques et financières de la gestion, est communiqué au bénéficiaire.

ARTICLE 7 : Sanction du non-respect des engagements

Le Département peut mettre en cause le montant de la subvention accordée et/ou exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de :

- Non-respect des engagements de l'Association mentionnés ci-dessus,
- Modification substantielle du projet réalisé par l'Association,
- Non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment des dispositions ayant trait à la transparence financière,
- Non réalisation du projet au terme du délai de 3 ans prévu à l'article 10 de la présente convention.

En cas de non-respect, par l'une des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une des parties, à l'expiration d'un délai d'1 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 : Communication et information du public

Les actions de communication entreprises par l'Association sur le projet - objet de la présente convention - devront mentionner le soutien financier du Département et le fait que ce financement intervient dans le cadre du budget participatif breillien.

A cette fin, l'Association s'engage à faire état de la participation financière du Département d'Ille-et-Vilaine sur tout support papier et web qu'elle réalisera, en précisant la mention :
« projet lauréat du budget participatif départemental 2023 »

Elle reproduira le logo du Département d'Ille-et-Vilaine sur les supports réalisés. Les logos sont disponibles sur le site du Département (ille-et-vilaine.fr) ou peuvent être demandés à la Direction de la communication du Département.

En fonction de la nature des investissements financés par le Département, une plaque ou a minima un autocollant indiquant « Projet lauréat du budget participatif départemental 2023 » devra être apposé par l'Association (plaque et autocollants seront fournis).

Le Département devra être informé des actions ou des événements majeurs organisés par l'Association en lien avec le projet lauréat.

ARTICLE 9 : Protection des données

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue **pour une durée de 3 ans** à compter de sa signature par les parties.

Si le projet financé par le Département n'est pas réalisé dans le délai mentionné ci-dessus, la décision attributive sera caduque de plein droit. Le Département pourra dans ce cas exiger la restitution de la totalité de la subvention, y compris si des crédits ont déjà été engagés par l'association.

ARTICLE 11 : Assurances - Litiges

Chaque partie fera son affaire de souscrire toutes polices d'assurance permettant de garantir les activités du projet décrit par la présente convention.

Tout litige relatif à la présente convention qui n'aurait pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à RENNES, le xx xx xxxx,

Pour l'Association APF France Handicap.....
Directrice Pôle Enfance Elisabeth Zucman
Catherine DEROUETTE

Pour le Département d'Ille-et-Vilaine
Le Président du Conseil départemental
Jean-Luc CHENUT

Eléments financiers

Commission permanente
du 20/11/2023

N° 48861

Dépense(s)

Affectation d'AP/AE n°28568	APAE : 2023-PARTI001-8 BUDGET PARTICIPATIF CITOYEN		
Imputation	204-01-20421-0-P632A1 Biens mobiliers, matériel et études(I)		
Montant de l'APAE	5 000 €	Montant proposé ce jour	5 000 €
Affectation d'AP/AE n°28594	APAE : 2023-PARTI001-5 BUDGET PARTICIPATIF CITOYEN		
Imputation	204-01-20421-0-P22 Biens mobiliers, matériel et études(I)		
Montant de l'APAE	213 370 €	Montant proposé ce jour	138 370 €
TOTAL			143 370 €